

Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé

Convention collective de travail du 23 septembre 2022 concernant l'ajout d'un barème de direction pour le secteur des milieux d'accueil d'enfants (francophones), modifiant la Convention collective de travail du 8 juin 2018 (enregistrée sous le numéro 146758)

Mise en œuvre de la Réforme des Milieux d'Accueil de la Petite Enfance pour le secteur subventionné de la Fédération Wallonie Bruxelles

Préambule

Cette CCT est issue d'un accord tripartite entre les partenaires sociaux et le gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles prévoyant que

- Le barème de direction prévu ci-après correspond au subside de base prévu par l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour les postes de direction (Contrat de gestion de l'ONE 2021-2025, Article 1.1-4 et suivants, prévoyant un subside de renforcement pour mettre en œuvre le subside de base) ;
- Le barème 1/80 de la CP 330 est le barème cible applicable au personnel de direction. Le barème prévu dans la présente Convention collective de travail correspond à 88,5 % du barème 1/80 ;
- Ce pourcentage sera revu en fonction des budgets disponibles et sera éventuellement déjà revu en fin d'année 2022 si le budget alloué au subventionnement des postes de direction au sein de l'Office de la Naissance et de l'Enfance n'a pas été totalement dépensé ;
- Ce barème ne s'applique aux travailleurs que pour la partie de leur contrat dédiée aux postes de direction ;
- Ce barème ne s'applique que lorsque le milieu d'accueil perçoit le subside de renforcement pour son personnel. Les montants dégagés dans le Contrat de gestion 2021-2025 prévoient une programmation et un phasage du passage des milieux d'accueil dans ce subside de renforcement qui s'étale jusqu'en 2026.

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements et services organisant de manière régulière la garde d'enfants de moins de 12 ans, tels que les crèches, les préguardiennats, les maisons communales d'accueil de l'enfance, les maisons d'enfants, les haltes-garderies - halte-accueil d'urgence et en accueil flexible, les services d'accueil extra-scolaire, les services de gardiennes agréés et les services d'accueillantes d'enfants conventionnées, les services de garde à domicile d'enfants malades, qui relèvent de la compétence de la Communauté française (agrément, subventionnement, autorisation, déclaration) et qui ressortissent à la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé.

Elle modifie la convention collective de travail du 8 juin 2018 enregistrée sous le numéro 146758 et ses dispositions s'appliquent uniquement aux employeurs et au personnel à qui s'applique le subside de renforcement prévu par le Contrat de Gestion de l'ONE 2021-2025 (article 1.1-4 et suivants), tant féminin que masculin, des crèches et services d'accueil d'enfants bénéficiant du subside de base au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des

crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s et ressortissant à la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé.

Article 2

Le tableau repris en annexe de la présente convention est le barème prévu pour les postes de direction au sein des milieux d'accueil d'enfants. Il s'applique à toute personne désignée par l'employeur comme ayant la fonction de direction au sein de la crèche et/ou du service d'accueil d'enfants, ayant été déclaré auprès de l'Office de la Naissance et de l'Enfance comme occupant cette fonction et possédant les qualifications requises au sens de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 et de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil et ce, proportionnellement au temps de travail déclaré comme personnel de direction.

Les montants sont exprimés en euros. La base annuelle est définie à 100 % au 1^{er} septembre 1990. Un salaire mensuel indexé tel qu'il s'applique à la date d'entrée en vigueur est également mentionné.

A la date d'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail, les rémunérations font l'objet d'une liquidation à 188,45 % en liaison avec l'indice pivot 103,04 - base 2013 = 100. À chaque dépassement de l'indice-pivot, le coefficient de liquidation est multiplié par 1,02.

Pour le surplus, ils évoluent conformément aux dispositions de la Loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements et subventions à charge du Trésor public.

Article 3

Le tableau repris à l'article 5 de la Convention collective de travail du 8 juin 2018 est complété avec la ligne qui suit

Fonction	Barème 305.02	Barème RGB (référence intermédiaire)	Barème 305.01	CP 332	Niveau atteint
Direction			1/80	8	88.5%

Article 4

La présente convention collective de travail et le barème de référence, à l'annexe 1, entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2022 sous la conditions suspensive de l'entrée en vigueur du nouvel arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les barèmes de référence pour le calcul des subventions relatives au personnel des milieux d'accueil de la petite enfance et prévoyant le subventionnement sur base dudit barème, des postes de direction et à compter du jour où le personnel de direction de la crèche ou du service d'accueil d'enfants est effectivement subventionné selon les normes du subside de base visées aux articles 97 et 101 de l'arrêté du 2 mai 2019 dont question ci-avant selon la programmation définie par le Gouvernement et/ou l'ONE jusque 2026 conformément aux budgets prévus dans le Contrat de gestion de l'ONE 2021-2025.

La présente convention de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée moyennant préavis de six mois, notifié par courrier recommandé au Président de la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé, qui en informe les parties signataires.

Annexe 1 à la Convention collective de travail du 23 septembre 2022

8-Direction

	Base annuelle	Base mensuelle indexée
		Coefficient
Ancienneté		1,9222
0	19.817,29 €	3.174,40 €
1	20.788,25 €	3.329,93 €
2	20.788,25 €	3.329,93 €
3	21.657,99 €	3.469,25 €
4	21.657,99 €	3.469,25 €
5	22.527,69 €	3.608,56 €
6	22.527,69 €	3.608,56 €
7	23.397,43 €	3.747,88 €
8	23.397,43 €	3.747,88 €
9	24.267,13 €	3.887,19 €
10	24.590,73 €	3.939,03 €
11	25.460,47 €	4.078,34 €
12	25.460,47 €	4.078,34 €
13	26.330,17 €	4.217,66 €
14	26.330,17 €	4.217,66 €
15	27.199,91 €	4.356,97 €
16	27.199,91 €	4.356,97 €
17	28.069,62 €	4.496,28 €
18	28.069,62 €	4.496,28 €
19	28.939,35 €	4.635,60 €
20	28.939,35 €	4.635,60 €
21	29.809,11 €	4.774,92 €
22	29.809,11 €	4.774,92 €
23	30.678,82 €	4.914,24 €
24	30.678,82 €	4.914,24 €
25	30.678,82 €	4.914,24 €
26	30.678,82 €	4.914,24 €
27	30.678,82 €	4.914,24 €
28	30.678,82 €	4.914,24 €
29	30.678,82 €	4.914,24 €

Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector

Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 september 2022 betreffende de toevoeging van een managementbarema voor de sector kinderopvangvoorzieningen (Franstalig), tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 juni 2018 (geregistreerd onder nummer 146758)

Implementatie van de Hervorming van de "Milieux d'Accueil de la Petite Enfance" (kinderopvangvoorzieningen) voor de gesubsidieerde sector van de Federatie Wallonië-Brussel

PREAMBULE

Deze CAO is het resultaat van een tripartiete akkoord tussen de sociale partners en de regering van de Federatie Wallonië-Brussel dat bepaalt dat:

- Het onderstaande managementbarema stemt overeen met de basissubsidie die door het Office de la Naissance et de l'Enfance wordt verstrekt voor de leidende functies (Beheersovereenkomst ONE 2021-2025, artikel 1.1-4 en volgende, dat voorziet in een versterkingssubsidie tot uitvoering van de basissubsidie);
- Het barema 1/80 van PC 330 is het doelbarema van toepassing op het leidinggevend personeel. Het barema waarin deze collectieve arbeidsovereenkomst voorziet, stemt overeen met 88,5 % van het barema 1/80;
- Dit percentage zal worden herzien in functie van de beschikbare budgetten en zal eventueel reeds eind 2022 worden herzien als het budget voor de subsidiëring van de leidende functies binnen het Office de la Naissance et de l'Enfance niet volledig is besteed;
- Deze schaal is alleen van toepassing op werknemers voor het deel van hun overeenkomst dat verband houdt met de leidende functies;
- Dit barema is niet van toepassing als de kinderopvangvoorziening de subsidie ontvangt die bedoeld is voor de versterking van haar personeel. De in de beheersovereenkomst 2021-2025 beschikbaar gestelde bedragen voorzien in een programmering en fasering van de overgang van de opvangvoorzieningen in deze versterkingssubsidie, die loopt tot 2026.

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers die regelmatig opvang van kinderen onder 12 jaar organiseren zoals kribben, peuterspeelplaatsen, gemeentelijke kinderopvanghuizen, kindertuinen, "haltes-garderies", noodopvangpunten en soepele opvangpunten, diensten voor buitenschoolse kinderopvang, diensten voor omkaderde kindertuinen voor zieke kinderen, die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen (erkenning, subsidiëring, toelating, aangifte) en die onder het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector vallen.

Zij wijzigt de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 juni 2018 geregistreerd onder het nummer 146758 en zijn bepalingen zijn alleen van toepassing op de werkgevers en op het personeel op wie de versterkingssubsidie van toepassing is bedoeld in de Beheersovereenkomst van de ONE 2021-2025 (artikel 1.1-4 en volgende), zowel mannen als vrouwen, van de kinderdagverblijven en diensten voor kinderopvang die genieten van de basissubsidie in de zin van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector.

Artikel 2

De tabel die als bijlage bij deze overeenkomst is gevoegd is het barema bedoeld voor de leidende functies in de "milieux d'accueil d'enfants" (kinderopvangvoorzieningen). Zij is van toepassing op elke persoon die door de werkgever wordt aangewezen als persoon met een leidende functie binnen het kinderdagverblijf en/of de dienst kinderopvang en die bij het Office de la Naissance et de l'Enfance is aangegeven als persoon met die functie en die over de vereiste kwalificaties beschikt in de zin van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van de overgangsregeling van de opvangvoorzieningen en dit, naar rato van de arbeidstijd die als leidinggevend personeel is aangegeven.

De bedragen zijn uitgedrukt in euro. De jaarbasis wordt bepaald aan 100% op 1 september 1990. Een geïndexeerd maandloon zoals van toepassing op de datum van inwerkingtreding is eveneens vermeld.

Op de datum van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst, worden de lonen vereffend aan 188,45% gekoppeld aan de spilindex 103,04 - basis 2013 = 100. Bij elke overschrijding van de spilindex wordt de vereffeningscoëfficiënt vermenigvuldigd met 1,02.

Bovendien evolueren zij overeenkomstig de bepalingen van de Wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Artikel 3

De tabel onder artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 juni 2018 wordt aangevuld met de volgende lijn:

Functie	Barema 305.02	Barema RGB (intermediaire referentie)	Barema 305.01	PC 332	Bereikt niveau
Directie			1/80	8	88.5%

Artikel 4

Deze collectieve arbeidsovereenkomst en het referentiebarema, in bijlage 1, treden in werking op 1 juli 2022 onder de opschortende voorwaarde van de inwerkingtreding van het nieuwe besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de referentiebarema's voor de berekening van de subsidies met betrekking tot het personeel van de kinderopvangvoorzieningen en tot vaststelling van de subsidiëring op basis van voornoemd barema, leidende functies en te rekenen vanaf de dag waarop het leidinggevend personeel van het kinderdagverblijf of de kinderopvangvoorziening effectief wordt gesubsidieerd volgens de basissubsidienormen bedoeld in de artikelen 97 en 101 van voornoemd besluit van 2 mei 2019 overeenkomstig de door de Regering en/of het ONE vastgestelde programmering tot 2026 overeenkomstig de budgetten voorzien in de beheersovereenkomst ONE 2021-2025.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan worden opgezegd met een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend bij een aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector, die de ondertekenende partijen ervan op de hoogte brengt.

Bijlage 1 bij de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 23 september 2022

8-Directie

	Jaarbasis	Geïndexeerde maandelijks basis
Anciënniteit		Coefficient 1,9222
0	19.817,29 €	3.174,40 €
1	20.788,25 €	3.329,93 €
2	20.788,25 €	3.329,93 €
3	21.657,99 €	3.469,25 €
4	21.657,99 €	3.469,25 €
5	22.527,69 €	3.608,56 €
6	22.527,69 €	3.608,56 €
7	23.397,43 €	3.747,88 €
8	23.397,43 €	3.747,88 €
9	24.267,13 €	3.887,19 €
10	24.590,73 €	3.939,03 €
11	25.460,47 €	4.078,34 €
12	25.460,47 €	4.078,34 €
13	26.330,17 €	4.217,66 €
14	26.330,17 €	4.217,66 €
15	27.199,91 €	4.356,97 €
16	27.199,91 €	4.356,97 €
17	28.069,62 €	4.496,28 €
18	28.069,62 €	4.496,28 €
19	28.939,35 €	4.635,60 €
20	28.939,35 €	4.635,60 €
21	29.809,11 €	4.774,92 €
22	29.809,11 €	4.774,92 €
23	30.678,82 €	4.914,24 €
24	30.678,82 €	4.914,24 €
25	30.678,82 €	4.914,24 €
26	30.678,82 €	4.914,24 €
27	30.678,82 €	4.914,24 €
28	30.678,82 €	4.914,24 €
29	30.678,82 €	4.914,24 €